

# L'EUROPE SOUTIENT LE

En tant que citoyens européens, nous croyons fermement à la légitimité d'une gouvernance fondée sur le consentement populaire. La démocratie, le respect des droits de l'homme et la primauté du droit ont été les forces motrices du progrès et de la paix sur notre continent, qui ont émergé après les deux guerres mondiales dévastatrices. Ayant connu les souffrances de la guerre et de l'occupation, tristement sensibilisés aux conséquences de notre propre héritage colonial laissé en-dehors de nos frontières, nous avons conscience qu'une responsabilité historique nous invite à ne pas détourner le regard lorsque d'autres sont opprimés, mais au contraire à témoigner et à agir avec résolution pour faire progresser les principes fondamentaux partout où ils sont violés.

Conscients du rôle important que les citoyens et la société civile jouent dans l'élaboration des politiques de nos gouvernements, nous appelons les militants, les organisations et le public à persuader leur gouvernement et leurs dirigeants de reconnaître la tragédie que continue de subir le peuple tibétain, et d'agir de manière décisive en accord avec les principes ci-dessus. Depuis l'occupation et l'assujettissement du Tibet par l'Etat-Parti communiste chinois, les Tibétains ont été soumis aux lois de cet Etat sans leur consentement.

La riche civilisation et l'héritage culturel et spirituel de la nation tibétaine sont, de manière imminente, menacés de disparition progressive sous l'effet de politiques et de pratiques équivalant à une forme de destruction systématique. Cette tragédie pose un défi indéniable à la conscience des personnes à travers le monde. Nous ne pouvons pas rester inactifs, alors que des Tibétains de tous âges nous lancent un appel, en s'immolant par le feu dans des actes de résistance radicaux et calculés de manière précise pour ne causer de tort à personne d'autre. Plus de 130 Tibétains se sont immolés au cours de quatre dernières années.

Le dialogue européen avec la Chine sur les droits de l'homme au cours des dernières décennies a donné peu de résultats tangibles et n'a pas atténué la souffrance des Tibétains. Il est temps de développer et d'agir au moyen d'une politique plus crédible, coordonnée et déterminée, utilisant tous les canaux adéquats de la diplomatie, y compris les rencontres bilatérales et les forums multilatéraux tels que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

La lutte pour la liberté du Tibet est exemplaire pour son caractère non-violent, en particulier à un moment où tant de régions du monde sont affectées par la violence politique et religieuse. Les nombreuses immolations qui ont eu lieu ces dernières années au Tibet sont une manifestation non-violente contre la répression au Tibet.

En raison de l'autorité morale inébranlable du dalaï-lama, le combat du Tibet est resté non-violent. Alors qu'il atteint les 80 ans, nos gouvernements et nous-mêmes devrions lui rendre hommage pour son engagement de toute une vie consacrée à la non-violence, aux valeurs humaines et à l'harmonie intra-religieuse. En hommage au dalaï-lama, nous apportons notre soutien non seulement au combat tibétain mais aussi à tous les mouvements non-violents, favorisant ainsi une culture politique de la non-violence, du dialogue et de la réconciliation. Dans le même temps, nous exprimons notre soutien à l'approche du dalaï-lama de la « Voie Médiane » pour résoudre le conflit sino-tibétain qui consiste en une véritable autonomie pour le peuple tibétain dans le cadre de la République populaire de Chine, ce qui constituerait une solution bénéfique pour toutes les parties prenantes.

Par conséquent, nous appelons aujourd'hui instamment nos gouvernements à être fidèles aux valeurs et aux principes fondamentaux dont l'Europe est si fière, et à prendre les mesures suivantes :

- Développer des politiques coordonnées vis-à-vis de la République populaire de Chine, y inclure des dispositions efficaces dans les traités bilatéraux et multilatéraux avec la Chine visant à apporter des changements positifs au Tibet, en particulier la protection des droits humains fondamentaux et du droit à préserver et à développer l'identité nationale propre au Tibet, notamment ses traditions culturelles et spirituelles ainsi que les droits économiques et environnementaux du peuple tibétain.
- Recevoir officiellement le dalaï-lama et les dirigeants tibétains démocratiquement élus au plus haut niveau politique, pour discuter des moyens de parvenir à de tels changements. Montrer leur soutien à l'engagement continu des Tibétains pour la non-violence, la démocratie et la réconciliation avec la République populaire de Chine.
- Appuyer publiquement la proposition d'une véritable autonomie pour le peuple tibétain et déployer des efforts concertés pour persuader les dirigeants politiques chinois de la nécessité et du bien-fondé de participer à des pourparlers de fond avec les représentants du dalaï-lama, sans conditions préalables.

*A l'attention :*

- Des Chefs d'Etat et de Gouvernement et des Ministres des Affaires étrangères des 28 Etats Membres de l'Union européenne,
- Du Président du Conseil des Ministres de l'UE,
- De la Haute Représentante pour les Affaires Extérieures et la Politique de Sécurité,
- Du Président de la Commission européenne,
- Du Président du Parlement européen,
- Du Représentant Spécial de l'UE pour les Droits de l'Homme,
- Du Président du Conseil de l'Europe.

Name/Surname:

Signature:

Place/Date: